

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de septembre 2020

La pandémie et les mois de confinement ont transformé en une récession extraordinaire les premiers signes de grave crise économique et sociale qui se manifestaient au début de l'année 2020, en France et dans la plupart des pays. Les plans sociaux se multiplient dans les entreprises, le chômage augmente, la grande pauvreté s'étend. Après une brève accalmie, l'épidémie reprend progressivement et touche largement nos vies quotidiennes, d'autant plus que les mois de répit n'ont pas été vraiment mis à profit pour préparer la rentrée et gérer les regroupements de population induits par le retour au travail, à l'école, dans les universités, etc. Le refus de l'État de créer des postes supplémentaires éclaire son incapacité à prendre réellement en compte la gravité de la situation. Son désengagement et le renvoi à des décisions locales aggravent le risque d'inégalités territoriales et d'incohérences. La catastrophe s'annonce à nouveau.

De ce point de vue le gouvernement porte une grande responsabilité. Dans l'éducation, rien n'a été fait durant l'été, pour permettre l'adaptation des salles de classe et l'embauche de personnels pour un enseignement assurant la sécurité sanitaire. **Les annonces de Véran** proclamant que les écoles ne sont pas des lieux de contamination **sont une véritable mise en danger** de la société en général et des personnels des écoles en particulier.

Le nouveau gouvernement installé début juillet incarne, avec un renforcement des personnalités issues de la droite, encore mieux la poursuite d'une politique anti sociale: avec en particulier deux ministres phallocrates (Darmanin, Dupond-Moretti), une autre convaincue des bienfaits de l'ultralibérale « théorie du choix public » en matière de management public (A de Montchalin), la reconduction de Blanquer à l'éducation avec un ministère aux contours élargis et une politique qui s'affirme toujours plus libérale. Si, avec le plan de relance gouvernemental adossé au plan européen, on assiste à une intervention plus directe de l'Etat et à une inflexion de la politique monétaire, **ces politiques demeurent au service du capital** et non au service de la satisfaction des besoins sociaux et

environnementaux. Le jour d'après pour le gouvernement, ce n'est surtout pas le changement !

La situation sanitaire : le symbole d'une politique

La situation sanitaire en cette rentrée scolaire et universitaire 2020 est très dégradée, comme on le redoutait dès juillet, ce qui impacte l'ordre des priorités syndicales. Nos actions et revendications doivent à la fois tenir compte de la nécessaire protection de tous (sécurité sanitaire), penser à celle des salarié-es (conditions de travail, emploi, respect du code du travail, salaires), veiller aux libertés publiques, renforcer le rôle des services publics (hôpital et éducation, en particulier). Obtenir des avancées dans ces domaines nécessiterait un véritable mouvement social, difficile à mettre en branle dans l'immédiat. Le besoin de « normalité » des salarié-es peut prendre, durant un temps que nous avons du mal à définir, le dessus sur l'action collective.

En face, le gouvernement répond à la crise économique par des **aides de plusieurs milliards** octroyées aux grands groupes (5 mds pour Renault, 7 mds pour Air France, etc.), **sans les conditionner** au refus de licenciements ou à la mise en place de

formation professionnelle, et par un « **plan de relance** » en faveur des grandes entreprises, sans davantage de contreparties, ni sociales, ni écologiques. Il réserve la primeur de ses annonces à l'université d'été du Medef, signal fort ! En écho aux annonces de Castex, Geoffroy Roux de Bézieux annonce qu'il faut « rouvrir le débat sur le temps de travail », et donc qu'il faut en augmenter la durée. Les travailleur-euses ne sont pas au centre du « plan de relance », ni du « plan jeunes » (6,5 mds). Les jeunes feront aussi les frais d'une politique qui profite aux entreprises : emplois aidés, services civiques et primes à l'embauche, notamment d'apprentis, et exonérations de cotisations : même E. Borne se dit consciente des effets d'aubaine de ce plan ! (Libération 23 juillet). **Le projet de réforme des retraites ne semble pas abandonné**, contrairement à ce que l'on aurait pu penser suite aux déclarations de Macron et de certains membres de LREM durant le confinement ainsi que celles de Castex à son arrivée à la tête du gouvernement. Mais les rencontres avec les organisations syndicales en juillet ont montré que le gouvernement persistait dans son projet. D'ici là, une mesure « paramétrique » rapide comme le recul de l'âge de départ ou la hausse de durée de cotisations sous prétexte de déficit des comptes sociaux est envisagée.

Les retraité-es actuel-les sont stigmatisés dans le discours gouvernemental comme n'ayant pas subi les conséquences financières de la crise Covid et **le rapport Vachey** en profite pour proposer de les appauvrir encore en vue d'abonder le financement de la perte d'autonomie (nouvelle augmentation de la CSG, suppression pour moitié des 10% d'abattement sur les revenus avant calcul de l'impôt, ...), tout en ouvrant grand les portes de ce nouveau marché aux assurances privées et mutuelles...

Les services publics aux oubliettes

La crise a non seulement révélé les carences mais aussi aggravé la situation des services publics. Les logiques comptables prévalent toujours à l'hôpital, et aucun recrutement supplémentaire n'est possible dans les EHPAD, alors que certains connaissent déjà à nouveau une situation inextricable et appellent à la solidarité des EHPAD voisins !

Aucune mesure d'envergure n'a été prise dans le « Ségur » pour le fonctionnement du **service public de la santé** : malgré les annonces d'ouvertures de lits faites au « Ségur », dans les faits, pour raisons

budgétaires, **les fermetures de lits se poursuivent...** Pas étonnant, quand on se rappelle que Castex est l'inventeur de la T2A, réforme de la tarification, un des piliers de la transformation de l'Hôpital en entreprise ! **Pas non plus de revalorisation salariale** à la hauteur pour les personnels, même si, sous la pression d'un mouvement social au long cours et dans le contexte de la pandémie, le gouvernement a dû concéder une augmentation substantielle, qui reste toutefois éloignée de celle exigée par les soignant-es. **A l'hôpital comme à l'éducation, la crise du recrutement** est endémique, crise liée, dans toute la Fonction publique, à la question salariale. Or, le gouvernement s'entête à geler les salaires, et n'a d'yeux que pour la politique des « primes » contribuant à diviser les personnels...

Dans l'Éducation nationale comme dans l'enseignement supérieur, la gestion de la situation par Blanquer et Vidal leur permet d'accélérer le projet libéral pour l'école. Du point de vue pédagogique, Blanquer fait comme si l'année dernière s'était déroulée normalement. Il ne prend pas en compte les difficultés psychologiques et d'apprentissage de certains des élèves qui vont nécessairement se révéler. Au contraire, en adepte de la « stratégie du choc », il impose des évaluations dès la rentrée en lieu et place d'une réponse pédagogique, ce qui en dit long sur son projet d'école ! En matière sanitaire, il impose le masque dès 11 ans et pour tous les personnels, et pour le reste, se réfugie dans le déni en répétant comme un mantra que « Tout est prêt ! ». Quant à Vidal elle renvoie toute la responsabilité aux universités et de fait aux collègues. Aucune garantie n'est donnée pour les personnels et élèves ou étudiants vulnérables, pour cadrer le télétravail s'il redevenait nécessaire... Mais tous les indicateurs à l'heure actuelle vont dans le sens d'une reprise de l'épidémie. Le travail à distance va s'imposer par endroits sans aucun cadrage national, et avec de fortes inégalités territoriales. À nous de chercher à mobiliser ensemble parents et personnels, pour **faire reculer le projet d'école néolibérale** augmentant les inégalités que nous dénonçons. Pour cela il faut **se donner des échéances de mobilisation** autour d'un « **plan d'urgence pour l'éducation** » pour un autre budget, des embauches massives, une reconnaissance de la professionnalité des personnels et une revalorisation salariale conséquente et sans contreparties.

Dans l'enseignement comme partout dans les lieux publics, le masque obligatoire s'est généralisé : c'est

une mesure impopulaire, mais indispensable - faute d'autres moyens à l'heure actuelle de freiner l'épidémie -, car de santé publique. Or, elle va engendrer un surcoût pour les plus démunis et un renforcement des inégalités : il faut obtenir **la gratuité du masque**, tout en rendant cette revendication compatible avec nos valeurs environnementales.

Les déclinaisons de **la loi TFP** continuent. Vider les commissions paritaires de leurs attributions en matière de carrière permet au gouvernement de distendre les liens entre les personnels et les organisations syndicales et d'obliger ces dernières à entrer dans des négociations sur des cas individuels, aux dépens de la gestion collective. En dehors de la nécessaire réflexion sur notre syndicalisme et les moyens de défendre les personnels sans l'outil des commissions paritaires, nous devons être vigilants sur les manœuvres du gouvernement pour contraindre de surcroît les organisations syndicales à accepter **l'extension de la précarité prévue par la loi TFP** en échange de revalorisations salariales pour les titulaires. L'exemple du **projet d'accord proposé au MESRI** est éclairant : le texte soumet les revalorisations à l'acceptation préalable des dispositions du projet de loi de programmation pour la recherche (même pas encore voté!), alors que la FSU les dénonce comme augmentant la précarité et la concurrence entre les personnels. Les récents propos de Blanquer promettant d'ouvrir des discussions sur la revalorisation dans l'Éducation nationale dans le cadre d'un **pseudo Grenelle** de l'éducation peuvent ouvrir la voie à d'autres manœuvres de ce type... **Mais il n'est pas question de tomber dans le piège : pas de rémunération « au mérite », pas d'alourdissement du temps de travail ni de dénaturation des missions enseignantes, ou d'embauche massive de contractuel-les, au mépris de nos valeurs !**

Justice sociale et écologique

La question écologique est de plus en plus urgente, la sécheresse et les canicules de l'été en ont encore donné une preuve supplémentaire. La réponse du gouvernement reste le productivisme, plus ou moins maquillé de vert, à l'inverse des besoins de la planète.

Le 26 septembre prochain sera « l'anniversaire » de la catastrophe de Lubrizol à Rouen, et des mobilisations sont prévues pour défendre l'écologie les 25 et 26 septembre, à l'appel d'organisations de

jeunesse en particulier. Il nous faut investir non seulement ces mobilisations, mais aussi contribuer au développement du débat sur ces questions.

Beaucoup de colère sociale se profile en cette période, mais les difficultés sont réelles pour le monde syndical à trouver les modalités permettant de la faire s'exprimer afin de peser sur les choix politiques du gouvernement. L'état d'esprit des travailleur-euses est difficile à appréhender, entre la situation sanitaire qui « prend la tête » et efface le reste, et les difficultés financières suite au confinement qui sont lourdes pour certains. La profonde crise économique, les licenciements qu'elle a commencé à provoquer, et tous les problèmes sociaux que cela va engendrer compliquent encore la donne. Il est plus que jamais nécessaire de **porter une voix syndicale montrant qu'il y a une alternative**, que l'avenir n'est pas réduit à un choix entre le libéralisme de Macron et l'extrême droite.

L'intersyndicale interprofessionnelle s'est réunie le 26 août pour envisager une rentrée sociale digne de ce nom : la FSU, Solidaires et les orgas de jeunesse se sont associées à la **journée d'action du 17 septembre** annoncée en juillet par la CGT. Cette initiative volontariste, certes peu massive, a permis de mettre sur le devant de la scène les questions sociales du point de vue des salarié-es. Elle symbolise un début de mobilisation sociale qu'il va falloir construire dans la durée en partant des préoccupations immédiates (question salariale, fermetures d'entreprises, emplois précaires,...). La question de l'emploi est centrale, il faut lutter plus que jamais contre la précarité et les inégalités sociales, et ces questions relèvent de la responsabilité syndicale.

À nous de recréer le débat sur ces questions en sortant des cadres idéologiques que nous impose le néo-libéralisme et son mantra « There is no alternative ! ». Le cadre du collectif « **Plus jamais ça** » est particulièrement prometteur de ce point de vue. Pour cela, il est fortement souhaitable que se créent des collectifs locaux, pour contribuer au débat, à l'appropriation des 34 propositions formulées au printemps. La volonté des organisations fondatrices de ce collectif est d'irriguer la pensée politique, mais d'éviter la « récupération » à des fins électorales. **Les collectifs locaux doivent donc se développer** à partir de ces mêmes valeurs. Il nous faut aussi nous saisir des propositions de la convention citoyenne pour le climat correspondant à nos mandats, pour les populariser et montrer leur

intérêt, ainsi que les contradictions du gouvernement qui ne prend pas vraiment le chemin de leur mise en application ! En effet, les propositions qui risqueraient d'induire de profondes modifications économiques ne sont pas reprises, et tout laisse craindre que les autres ne soient pas vraiment appliquées.

Au contraire, le gouvernement avance ses projets de régression sociale : pas d'abandon de la réforme des retraites notamment, volonté de museler la contestation à coups de **violences policières et de répression contre le mouvement social** (les cas emblématiques d'Anthony Smith et de notre camarade Olivier Sillam en témoignent, et ils ne sont pas les seuls!) et de garantir l'impunité des auteurs de violences policières en obligeant au floutage du visage des policiers dans les vidéos postées sur internet ou les réseaux sociaux. Cela s'accompagne d'un discours sécuritaire qui recycle la rhétorique de l'extrême droite (« ensauvagement »...) et d'un projet de loi sur un prétendu « séparatisme » qui souffle sur les braises du racisme islamophobe, comme l'illustre l'agression verbale d'une députée LREM contre la vice-présidente de l'Unef Maryam Pougetoux parce qu'elle portait un foulard lors d'une audition à l'Assemblée Nationale. Mais aussi d'une chasse indigne aux migrants, remise récemment sous les feux de l'actualité par l'interdiction faite aux associations à Calais de distribuer de la nourriture aux migrants dans la ville. Face à la plus grande visibilité des revendications antiracistes suite à la mort de George Floyd, un mouvement de réaction est à l'oeuvre, illustré notamment par la violente attaque de Valeurs Actuelles contre Danièle Obono. Celui-ci nourrit la montée en puissance des forces d'extrême droite, déjà renforcées par le confusionnisme et le complotisme nés de la méfiance et des angoisses causées par la pandémie. Loin de jouer le rôle de rempart, le gouvernement a tendance à donner du crédit au moins en partie aux thèses portées par cette vague brune.

En ce qui concerne **la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et l'égalité femmes/hommes**, après la nomination cet été d'un ministre à l'intérieur accusé de viol et d'un autre à la justice tenant des propos résolument antiféministes, la politique du gouvernement en la matière vient d'être épinglée par un rapport sénatorial. Très récemment, suite au mouvement lancé par des lycéennes #lundi14septembre pour dénoncer les discriminations sexistes que peuvent contenir

certaines règlements intérieurs d'établissement, le niveau consternant de la réponse apportée par le ministre traduit l'absence de volonté politique de mettre en œuvre une politique ambitieuse au niveau de l'éducation à l'égalité filles-garçons avec les moyens qui doivent l'accompagner (formation des enseignant-es, effectivité des enseignements, ressources pédagogiques).

Le mouvement syndical doit donc préparer la riposte. Après une première étape le 17/9 dans un mouvement de contestation qu'il faudra faire grossir, il est juste de s'associer aux appels pour journées des **25 et 26 septembre pour l'écologie**, et par la suite, aux actions qui vont dans le sens de nos mandats. **La marche des sans-papiers**, dont la FSU est signataire, fixe une autre perspective, celle du **17 octobre** à Paris, pour défendre les droits des migrant-es. Continuons à nous inscrire dans cette dynamique et reprendre le chemin des mobilisations, avec les organisations syndicales volontaires pour organiser les luttes.

*Le gouvernement a repris sans tarder le cours de ses attaques libérales anti-sociales : il est temps pour le monde syndical de déconfiner le mouvement social afin de créer le rapport de force nécessaire pour imposer une autre politique. **Une grande campagne** sur le rôle positif des **services publics**, amortisseurs de crise, facteurs d'égalité et de cohésion sociale pourrait en être une étape permettant de mobiliser avec nous les usagers et d'imposer un discours sur les biens communs et le partage des richesses. **Cette campagne pourrait trouver son impulsion avec une première journée de mobilisation dans l'Education, comme dit plus haut.***